



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

00 F

N°10 - 12 SEPTEMBRE 1985 -

HEBDOMADAIRE

« L'objectif d'une Société Kanake signifie la construction d'un peuple multi-racial solidaire et fraternel.

Ça ne veut pas dire que la future Société sera entièrement mélanésienne.

Le droit à la différence sera respecté, mais nous ferons en sorte que cela n'entraîne pas de rapport de domination d'une ethnie sur l'autre ».

Pierre DECLERCQ

4 ans déjà



LES ASSASSINS
de PIERRE
courent toujours

Cellule de Montpellier
Comité FLNKS
MONTPELLIER

Chers Camarades,

Avec un peu de retard, nous tenons quand même à vous transmettre quelques informations concernant la journée Internationale de Corte (Corse) où la présence du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste a été vivement applaudie. Le FLNKS était représenté par deux militants de Montpellier au nom du peuple Corse, le MCA a tenu à remercier le FLNKS pour la solidarité qu'il apporte aux Peuples opprimés par le Colonialisme et l'Impérialisme.

Le MCA a présenté son mouvement de libération, avec tous les problèmes qu'il a rencontrés et qu'il rencontre encore aujourd'hui vis à vis de l'Etat colonial français.

Nous n'entrerons pas trop dans les détails de leur lutte, toujours est-il que nous menons tous un combat juste pour la Libération de nos peuples et pour le respect de notre dignité.

Les deux journées se sont révélées fructueuses, avec notamment, la présentation par les différents mouvements présents; de leur lutte de libération dans leurs pays respectifs.

Etaient présents : - Le Mouvement Arménien
- L'UPLG
- Le FLNKS
- Mouvement

Basque
- Le MCA (Corse)
- UPC (Corse).

au FLNKS par des radios, notamment :
Radio Liberté - Radio Corse....

Les questions abordées uniquement entre les représentants du MCA et les délégués du FLNKS portent sur la nécessité de développer les contacts et les informations sur les réalités de notre lutte.

Le MCA dispose d'une Commission Relations Internationales dont voici l'adresse : COMMISSIONE INTERNAZIONALE - 1, rue Miot
20 200 Bastia (Tel. : (95) 32.05.14.

Camarades, voici en quelques lignes la synthèse de notre présence parmi le Peuple Corse en lutte pour son émancipation et sa Liberté.

Sentiments Révolutionnaires et Fraternelles

DETOURNEMENT DE MINEURS

ATTAK IMPORT

109, R.T. 13 - Vallée des Colons - Tél. 28.66.57

COLLECTION ÉTÉ 85



Robe BABA
3 995 F

BABETTE
4 450 F

Peigne à la main
2 950 F

Bracelet Fleurs
750 F

Et toujours un grand choix de MODÈLES différents
et de COLORIS chatoyants à des prix ATTAQUÉS

Et toujours des prix spéciaux pour nos commerçants

BWENANDO

Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

Composition - Montage
EDIPOP

Impression à 4000 exemplaires par ICP

ABONNEMENTS

C C P No 123 55 M
Abonnement de soutien :

10.000 F

Nelle Calédonie :

1 an : 5.000 F CFP

6 mois : 2.500 F CFP

FRANCE :

Avion, 1 an : 7.850 F CFP

VANUATU :

Avion, 1 an : 6.250 F CFP

AUSTRALIE - NELLE ZELANDE :

Avion, 1 an : 6.450 F CFP

POLYNESIE FRANCAISE :

Avion, 1 an : 6.150 F CFP

WALLIS - FUTUNA :

Avion, 1 an : 5.450 F CFP

EUROPE :

Avion, 1 an : 8.850 F CFP

AMERIQUE :

Avion, 1 an : 8.150 F CFP

Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

Cette publicité parue dans les "Nouvelles" est un document de très grande valeur à conserver précieusement. Elle en dit beaucoup plus long sur le paternalisme dominant dans ce pays que bien des discours: vous voyez sur la photo deux gosses kanaks, alléchés sans nulle doute par quelques confiseries, nu-pieds, sales, qu'on fait poser dans un décor "vieux quartier caldoche" pour faire "contraste" avec la belle lingerie de ces belles petites dames blanches. Que voulez-vous, le "look" noir sur blanc des petits kanaks cartes-postales ça fait chic.

Lettre à Pierre

4 ans que tu es tombé dans ton bureau.

As-tu souffert avant de mourir ?
Qui t'a tué ?

Toutes ces questions qui se sont nouées dans mon coeur, dans ma gorge sont toujours là. Il en est défilé du monde depuis le Procureur jusqu'au délégué du gouvernement pour me dire qu'ils feraient tout pour découvrir la vérité, pour que justice soit faite et j'y ai cru.

Tous ceux qui militent pour se libérer du colonialisme et qui ont reconnu le travail que tu as fait pour servir leur cause ont dans le coeur les mêmes questions que moi, mais bien vite nous avons vu que la justice, le gouvernement nous ont menti, qu'ils nous mentent depuis le début, que peut-être même ils sont complices de ta mort.

Je n'ai plus confiance en la justice, je ne peux plus demander justice à un gouvernement, à des institutions qui revendiquent l'assassinat d'Eloi et de Marcel.

Le 18 novembre 1984, le peuple kanak a décidé de sortir de toutes ces institutions coloniales car c'est la seule façon de s'en libérer. Pour moi, c'était la façon de te rendre justice en continuant le combat que tu as mené et en reniant les institutions qui sont complices de ton assassinat et qui couvrent les assassins.

Et puis tes 3 filles ont boycotté l'école, cette école coloniale dont tu as été l'un des premiers à dire qu'elle est le moyen efficace de la France pour continuer à coloniser le peuple kanak.

Elles travaillent avec des jeunes, des vieux à mettre en place l'école de Kanaky. C'est leur façon de continuer ton travail.

La lutte est difficile car le colonialisme a des moyens puissants pour «neutraliser» comme dit le gouvernement français et empêcher les gens de relever la tête.

Il y a l'argent. L'argent qui tient beaucoup d'indépendantistes en esclavage et les encourage à mettre les intérêts personnels devant la lutte de libération, qui les encourage à choisir la facilité des positions sans risques, sans engagement.

L'argent qui rogne l'unité d'un peuple, le divise, qui fait glisser vers le néo-colonialisme. Voilà comment on «neutralise les faibles».

Après, il y a la justice coloniale, sa répression farouche et ses prisons qui sont pleines aujourd'hui. Cette justice coloniale qui s'est faite complice de tes assassins.

Malgré cela, il y a encore des kanaks qui livrent leurs frères aux gendarmes.

Malgré cela aussi, il y en a encore qui résistent au Camp-Est par la grève de la faim.

Enfin, il y a la mort pour «neutraliser» Eloi, Marcel et toi et bien d'autres avant, aujourd'hui et sans doute demain ; pour neutraliser tous ceux qui n'acceptent pas les compromis.

Avec ses armes, le gouvernement essaie de nous faire accepter son plan qui défend les intérêts de la France et non ceux du peuple kanak.

Te rendre justice, continuer ton combat, c'est dire non au plan Fabius, c'est vivre la situation de rupture avec le système, c'est croire que nous sommes capables de nous libérer du colonialisme, de construire le pays avec nos moyens.

Voilà, je te dis mon espoir et ma souffrance que tu ne sois pas là pour ouvrir les yeux, parler, dénoncer comme tu l'as fait toute ta vie sans avoir peur d'en mourir.

MAGUITTE

Du Bureau Politique du F.L.N.K.S

Le calendrier du Bureau Politique du FLNKS de ces derniers jours a été particulièrement chargé. Le Bureau Politique représente, par délégués interposés, des groupes de pression la direction nationale du mouvement indépendantiste, kanak et socialiste. Que ce soit au Congrès de l'Océanik et dans la Charte, au Congrès de Nakety ou à Hienghène, sa mission a été clairement définie et ce serait faire preuve de trop mauvaise foi que de faire supporter à quelques responsables quelques contradictions que ce soient. Certes il faut un débat, il doit y avoir débat ; il existe pour cela des groupes de pression, leur A. G. ou leur congrès, des comités de lutte, et surtout des congrès ou des conventions FLNKS... Le BP ne peut à lui seul tenir congrès ; il ne peut que tenter, au mieux, de faire appliquer des décisions, des orientations définies lors de Congrès du FLNKS. C'est au peuple, présent, à définir ce que doivent être ces décisions, ces orientations.

Dans le cadre de ses prérogatives, le BP a fixé les grandes lignes de ce que sera, dans un cadre national, l'orientation politique du FLNKS durant la campagne électorale :

- La charte du FLNKS (arrêtée les 23.24.25/09/84 à l'Océanik)

- Les conclusions du Congrès de l'Océanik des commissions sur le socialisme et la constitution du pays kanak de demain

- Motions du congrès de Nakety

- Motions du congrès de Hienghène

- La position du FLNKS sur les questions de citoyenneté, territorialité etc... en pays kanak (questionnaire PISANI)

- L'objectif des élections (Unité du peuple kanak sur la question de la terre, organisation de l'autosuffisance et de la production, concrétisation sur le terrain de l'IKS...)

- L'enjeu des élections

A ce "programme commun" national, devront nécessairement se rajouter les propres programmes de développement et de stratégie de chaque région, encore en cours d'élaboration.

Pour clôturer ce chapitre des élections, le BP a été de nombreuses fois sollicité par des régions pour apporter sa contribution à l'élaboration des listes électorales. Il a rappelé à ce propos la décision de Hienghène qui fixait à chaque région et à chaque comité de lutte la responsabilité de la constitution des listes de candidats. Le dépôt des listes étant aujourd'hui clos, le Bureau Politique se félicite, qu'au delà de certaines divergences, malgré les problèmes rencontrés çà et là, le FLNKS ait dans l'unité présenté ses 4 listes dans ses 4 régions.

Plus que par le calendrier de ces élections, le Bureau Politique a été mobilisé toute la semaine dernière par la lutte que menait sur le terrain nos camarades de Ponérihouen à la suite de l'attentat de l'antenne RPCR de la région, DEVILLERS, contre la jeune BAI. Comme l'indiquait le titre de Bwenando, la semaine dernière : "ça continue ! Ils tirent sur les kanaks !" Et Dicky-le-traître approuve ! et Jacques Lafleur encourage et soutient ! Le BP a toujours été en étroite collaboration avec le comité de lutte de Ponérihouen dont vous avez pu suivre le combat dans les colonnes de votre journal Bwenando.

Le BP, dès le mercredi soir, jour de l'attentat, a fait paraître un communiqué soutenant sans réserves les revendications des comités de lutte de Ponérihouen et dénonçant les multiples tentatives du RPCR, quitte à faire couler le sang, pour empêcher tout dialogue entre les différentes communautés.

Sur place, les forces de l'Ordre colonial parachevaient la mission de Devillers : cases brûlées ou saccagées, prisonniers kanaks exhibés, menaces de ratissage des tribus etc...

Dimanche, le Bureau Politique est allé en délégation au Haussariat pour exiger que les revendications du Comité de Lutte de Ponérihouen soient satisfaites ; s'il n'en était pas ainsi, l'administration aura à en assumer les conséquences... Pour sa part, le BP avait mobilisé tous les comités de lutte de KANAKY.

Lundi soir, le BP a décidé de se rendre à Ponérihouen pour décider avec le Comité de lutte, de la stratégie en tenant compte des acquis arrachés sur le terrain et dans les négociations, et des objectifs FLNKS.

Pour terminer ce compte rendu hebdomadaire, le BP précise qu'il a reçu une délégation de la Convention de l'EPK et qu'il a pris acte des différentes motions arrêtées par celle-ci. La prochaine Convention de Houailou, dans le cadre stratégique de la maîtrise, par le FLNKS, des régions, abordera de nouveau cette nécessité : que le peuple kanak définisse lui-même son école ! Quant à l'aspect stratégique de cette nécessité, le BP ne peut pour l'heure que rappeler les décisions des congrès de Nakety et Hienghène et encourager toutes les initiatives prises dans le cadre des structures du FLNKS. En ce qui concerne l'EPK, en créant un ministère chargé de l'animation de ce secteur, la direction nationale du FLNKS a démontré le poids qu'elle attachait au bouleversement nécessaire de la mentalité coloniale dans l'éducation et la remise en cause des écoles coloniales traditionnelles.

Militants du FLNKS, camarades, nous nous retrouverons à la Convention nationale des 14 et 15 septembre de Houailou, et gageons que nos frères de Nessakoea pourront se prévaloir d'avoir organisé une nouvelle étape de l'Indépendance Kanak Socialiste qui reste le combat du FLNKS.

DERNIERE MINUTE

Nous venons d'apprendre qu'un colon de Ponérihouen, domicilié dans la vallée de Nimbayes, se serait par mégarde trouvé sur la trajectoire de projectiles tirés par des jeunes toujours non identifiés, qui semblaient selon toute vraisemblance chasser les moineaux. Un plomb versatile aurait "ricoché" sur la boucle de la ceinture du malheureux colon et égratigné sa tempe. Aux dernières nouvelles, son état ne serait même pas stationnaire.

33^{ème} Jour de grève de la faim!

Depuis le 12 Août, les trois camarades Fernand MAYAT, Apollinaire OI et Georges HOUALA sont en grève de la faim. Nous avons déjà dit pourquoi, mais il faut le rappeler.

Inculpés d'homicide dans l'affaire Sangarné à Hienghène, sur le témoignage léger d'une jeune fille, ils clament leur innocence. Le principal accusé, Fernand, était à son travail au moment du drame, plusieurs témoignages irréfutables l'attestent.

Ils réclament leur mise en liberté. Déjà ils ont franchi un premier

stade; et au bout de 33 jours de grève de la faim, ils ont perdu plusieurs kilos et sont dans un grand état de faiblesse. Mais ils sont déterminés à aller jusqu'au bout, comme en témoignent les extraits de lettres que nous publions par ailleurs.

Le camarade Victor NAWARI qui s'était joint à leur grève par solidarité, a dû arrêter celle-ci, car il était malade. Il avait déjà perdu 20kg.

Inutile de préciser davantage la désinformation organisée par "les

Nouvelles" qui, une fois de plus, ont hurlé à la fausse grève de la faim, avec moult insinuations méprisantes...Après tout, ce ne sont que des kanaks. Nous pouvons assurer "les Nouvelles" que nous nous efforcerons d'être aussi objectifs qu'elles l'ont été, le jour où leur rédaction fera la grève de la faim...pour la liberté d'expression.

Quant à nous, militants, mobilisons-nous pour soutenir les grévistes. Encourageons-les en leur envoyant à chacun une carte postale ou une lettre, à leur nom personnel, adressé au Camp-Est, Nouville.

LETTERES DU CAMP EST

J'ai l'honneur de vous informer par la présente de l'état de ma santé. En effet, depuis le début de notre grève de la faim, jusqu'à ce jour, j'ai perdu approximativement une dizaine de kilos. J'ai des vertiges de temps à autre, et l'effet de fatigue se fait beaucoup sentir.

Tout ceci pour vous dire que je souffre énormément pour une chose que je n'ai pas commise, et dans laquelle je suis totalement innocent...

Camp Est, le 8.09.85

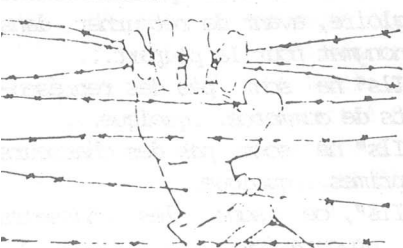
Fernand MAYAT

Je vous écris pour vous mettre au courant de mon état de santé. Auparavant, je dois vous préciser que l'article paru dans les "Nouvelles" du 4/09/85 est complètement faux. L'un d'entre nous trois n'a augmenté de 2kg. Je précise personne n'a même partagé les repas d'autres venus, puisque nous sommes dans la même cellule.

A ce moment, j'ai perdu 20kg environ. Je suis tout à fait affaibli. J'ai eu des vertiges. C'est tout comme information dans l'immédiat. Nous avons dû demander une admission à l'infirmerie, mais elle n'est toujours pas disponible. C'est tout ce que j'ai à vous dire.

Camp Est, le 9/09/85

Georges HOUALA



— MOU — (PONERIHOUEN)

Le Comité FLNKS de Ponérihouen, réuni à la tribu de Mou ce Mardi 10 Septembre 1985 à 14h00 et en présence des deux représentants du Bureau Politique du Gouvernement Provisoire de Kanaky, prend acte de la décision de ce dernier en sa séance du 9/09/85.

Le Comité de Lutte, ayant été saisi sur l'évolution des principaux points de revendication, à savoir:

1/-L'enquête administrative sur les agissements et la complicité du Chef de Brigade de gendarmerie de Ponérihouen

2/-Le départ du détachement des gardes-mobiles spécialement affecté à Ponérihouen

3/-Sur les agissements de ces mêmes gardes-mobiles contre un membre du FLNKS ayant subi un tabassage en règle sur le pont

4/-Le départ définitif de la région de Ponérihouen des familles Devillers;

A/-Décide de faire en sorte qu'on puisse aboutir au calme et à la sérénité

B/-Mais qu'il incombera désormais au Gouvernement Français la responsabilité de ramener le calme dans la région et par conséquent de régler dans les plus brefs délais le cas des Devillers.

Le Comité de Lutte FLNKS de Ponérihouen demande instamment au Bureau Politique et au Gouvernement Provisoire de faire aboutir cette revendication.

— YATE —

POSITIONS SUR L'OCCUPATION DE LA MAIRIE

-Considérant que nous avons été de bonne foi et sincères dans la procédure (de démissions), engagée en Mai dernier;

-Considérant que nous n'avons pas été entendu et que Mr.le Maire est revenu sur sa position (sur la pression de qui...??)

-Considérant que l'Administration a une position ambiguë sur la question (interprétation du Code des communes)

-Après avoir pris connaissance des conditions demandées par Mr. le Sous-Prefet, à savoir la restitution des clés, l'enlèvement du matériel, également de la nécessité de trouver une solution administrative au problème soulevé,

Le Comité réuni en Assemblée Générale le 9-9-85 à 16h a décidé de MAINTENIR L'OCCUPATION ILLIMITEE ET ORGANISEE de la Mairie et de ses annexes. Cette décision ne pourra être levée qu'une fois concrétisées les conditions nécessaires et indispensables au règlement définitif de cette question.

La position du Comité de Lutte vise à l'expression démocratique (réélection du Conseil Municipal), pour que les gens de la commune se positionnent sur leurs responsables municipaux, vu les conditions décollant de la situation existant depuis le 18 Novembre.

COMITE DE LUTTE FLNKS DE YATE

JUSTICE SAUVAGE

Louis HOURY vient d'être condamné à 3 ans de prison. Dans notre enquête sur l'affaire de Saint-Louis (voir BWENANDO Nx7), nous vous avons rapporté les événements qui se sont déroulés dans cette tribu, le 2 Décembre 1984. Malgré quelques erreurs de montage, vous avez pu comprendre que la tribu a été soumise à une provocation organisée par des milices anti-kanaks, en collusion avec les gendarmes. Au plus fort de cette provocation, Louis HOURY avait tiré pour défendre la tribu. Il avait alors blessé aux jambes deux passagers de la Toyota blanche. C'est pour ce geste qu'il a été condamné à 3 ans de prison ferme.

Notons que lors du procès, la justice a sorti le geste du contexte de provocation qui l'avait déterminé, qu'elle a refusé le complément d'enquête demandé, et que les gendarmes ne voulaient pas le faire.

Notons surtout, à titre de comparaison éclairante, les condamnations:

-le flic BLAIRET tue KAMOUDA: 15 jours de prison avec sursis;

-le flic FERIAU tue DAYE avec préméditation: condamné à 5 ans, il est libéré au bout de 3 ans de prison;

-le colon de Saint-Quentin tue KUTU: 1 an de prison.

Quelle conclusion pensez-vous que l'on peut en tirer? Qu'il vaut mieux tuer que blesser? Ce qui est sûr, c'est qu'il vaut mieux être blanc que kanak!

Incapable de trouver l'assassin de DECLERCQ, de M'BOUERI, de MAPE-RI; incapable de punir les assassins connus de MACHORO et NONARO, la justice coloniale mène une répression sauvage contre le Peuple kanak. Depuis le 18 Novembre, elle s'en donne à coeur joie, et entend bien poursuivre ses basses manoeuvres de provocation puisqu'elle jugera le camarade NAWARY en pleine campagne électorale.

JUGEMENT INJUSTE ET PARTICULIEREMENT SEVERE A MARE

Paul BEARUNE avait mis le feu à deux cases de Salo et Wakanengo qui s'étaient rendus au Festival de Tahiti, en désobéissance aux consi-

gnes du Grand Chef SINEWAMI. Le Grand Chef, dans une lettre au Tribunal, avait expliqué que ses deux sujets étaient coupables d'avoir troublé l'ordre coutumier. L'acte de Paul devenait donc l'application d'une sanction coutumière.

Renversement de situation bien coloniale: les coupables deviennent victimes et se portent partie civi-

le au Tribunal. Et, c'est devenu normal, ils gagnent. Paul est condamné à 9 mois de prison et à payer; Laurent qui était là à regarder les faits, en écope lui pour 6 mois (sans avoir rien fait!!!). Et dire que le Tribunal entend donner des leçons de coutumes! Qui baffoue qui?

Radio Cocotier

VOTE OECUMENIQUE

Il se dit dans le milieu religieux que lors du week-end du 6 au 7 septembre s'est déroulé à Eni (Maré) le Synode annuel de l'Eglise Evangélique Libre. Le thème de «la politique et la religion» était à l'ordre du jour, mais paraît-il, le Comité directeur, avec la complicité des délégués de droite, ont fait de l'obstruction systématique pour empêcher qu'un vrai débat politique concernant la situation actuelle en Kanaky ait lieu.

Pour finir, les délégués du Synode ont voté une motion qui se prononce ni pour ni contre l'indépendance kanake socialiste et laissant la liberté de vote à chaque chrétien.

Maintenant, il reste à chacun à se demander sur ce qu'est vraiment cette Eglise qui se prétend «libre» et si elle s'est réellement émancipée de l'héritage de CHARLEMAGNE.

CIVILS

A Tontouta, les gardes-mobiles en tenue de civils se baladent ostensiblement avec le tee-shirt «Touche pas à mon île» sur le dos et le journal «Combat» à la main.

Remarquez, ils n'ont pas besoin de s'afficher avec la panoplie du parfait petit fasciste du coin pour qu'on comprenne de quel bord leur coeur balance. Ça fait bien longtemps que les kanaks savent à quoi s'en tenir sur ces bouledogues à visière.

D'ailleurs, quand les gosses des tribus

ILS...

"Ils" débarquent chez vous et vous surprennent au milieu du repas ou en plein "Dallas"...

"Ils" vous présentent cérémonieusement le stylo et vous mettent la "chose" sous le nez...

"Ils" sont jeunes en général, gais, dynamiques, convaincants...

"Ils" ne s'embarrassent pas de fioritures, le temps n'est plus aux discours qu'ils vous disent, "il faut", "vous devez"...

voient s'amener un convoi d'uniformes kaki, ils se disent entre eux: «v'là les caldaches-mobiles!».

INCITATION AU MEURTRE

Vous vous rappelez qu'il y a trois semaines, les frères KADDOUR s'étaient distingués dans un western nocturne, vers le Centre ville, aux abords du «Bus Palladium».

Comme les caldaches sont des mecs courageux, ils ont allumé à coups de fusil de leur voiture un groupe de Kanaks qui discutaient sur le trottoir. Résultat: plusieurs kanaks blessés, dont le maire LKS de Poum, Emmanuel DAYE qui aurait reçu des plombs dans l'oeil. Le lendemain, les «Nouvelles» s'empresaient d'affirmer que ce règlement de comptes n'avait strictement rien à voir avec la politique, version reprise sur RFO par Alain Girold. Arrêtés, les frères KADDOUR étaient écroués au Camp-Est. Ils viennent d'être libérés après 2 SEMAINES SEULEMENT DE DETENTION!

Imaginez que des kanaks tirent sur des blancs en ville... Si la justice voulait inciter les petits fachos à la chasse aux kanaks en toute impunité, elle ne s'y prendrait pas autrement.

Dans son petit fascicule électoral de couleur jaune, le LKS réserve un petit chapitre à la Justice qu'elle croit «indépendante des autres pouvoirs» et envisage des réformes pour «favoriser la réinsertion dans la vie active des condamnés libérés».

Reste plus à Bailly qu'à réinsérer les KADDOUR dans sa commission «pluri-ethnique».

"Ils" bavent de plaisir quand vous signez votre nom...

"Ils" vivent leur éphémère moment de gloire, avant de retourner dans l'anonymat pour la plupart...

"Ils" ne sont pas des représentants de commerce... quoique...

"Ils" ne sont pas des chasseurs de primes... quoique...

"Ils", ce sont les chasseurs de... procurations.

RPCR NORD: LA LISTE DES SUDISTES

Nous notons, dans la Région Nord, la présence de 2 listes RPCR. L'une est emmenée par Robert FROUIN, l'autre par Henri WETTA. Pourquoi ?

Donnons d'abord la FICHE SIGNALETIQUE de Robert FROUIN.

De bonne souche, il a de qui tenir. Frouin, son père, faisait fonction à Koumac de maire désigné par l'Administration. Son premier exploit : chasser les enfants kanaks de l'école de KOUMAC. Parmi ces enfants, Georges WHAAP, 11ème de liste FLNKS-Nord. L'enfant Georges WHAAP, dont nous citons le témoignage, avait une telle soif de connaissance qu'il allait en cachette dans la cour de l'école écouter sous les fenêtres ouvertes pour essayer de grappiller un peu d'enseignement.

Ce Frouin, père de Robert, dirigeait à Téoudié le chantier postal du câble télégraphique reliant la Calédonie à l'Australie. Il était tenu de nourrir les kanaks, travailleurs forcés du chantier au titre des prestations, aussi leur lançait-il leur repas par la fenêtre directement sur le sol. Les kanaks ramassaient donc leur morceau de viande dans la poussière et devaient le laver avant de manger. Parmi ces travailleurs, Monsieur Boahoumé, père de Thène ARHOU, témoin cité, ancien conseiller territorial, ancien maire de Koumac.

Robert FROUIN n'est pas responsable des méfaits de son père, mais il en a reçu une "bonne" éducation. Presque illettré lui-même, il s'est arrangé pour que sa femme, Jeannine, devenue directrice de l'Ecole Publique de Koumac où, évidemment, la discrimination envers les enfants kanaks continue, mais plus ouvertement.

Homme d'affaires particulièrement orace, Robert Frouin est le 1er employeur, ou plutôt exploitateur du Nord. Tout le monde lui mange dans

la main et le chantage à l'emploi est permanent. Propriétaire et exploitant à Koumac, il détient, excusez du peu :

- . 1 scierie
- . 1 station-service
- . 1 compagnie d'assurances
- . 1 boucherie
- . 1 boîte de nuit
- . librairie, habillement, plusieurs magasins de marchandises générales, quincaillerie etc...

. Il a accaparé le bord de mer pour ouvrir un camping payant.

COLON : des milliers d'hectares à Koumac et Gomen, plus de 1 000 têtes de bétail et un élevage industriel de porcs.

PETIT MINEUR : exploitant d'une mine de nickel à Kaala-Gomen et d'une autre à Ouaco pour le compte de Lafleur.

PROPRIETAIRE d'une entreprise de chargement, il assure le chargement des minéraliers à Téoudié pour son compte et celui de Lafleur. Soit 95 000 tonnes par mois depuis le sabotage du Camp des Sapins. Car Lafleur et Frouin sont les principaux bénéficiaires des ennuis de la SLN à Thio, ex-commune de leur ami commun Roger Galliot.

SOUS-TRAITANT pour CHROMICAL-THIEBAGHI, il assure tout ce qui est location d'engins, roulage, recrutement du personnel, etc...

SOUS-TRAITANT de tous les chantiers des TP.

PALMARES des ACTIVITES ANNEXES :

- . membre fondateur du CACI
- . membre fondateur du MOP
- . membre fondateur de la RURALE
- . membre fondateur de FRATERNITE CALEDONIENNE
- . membre fondateur du "COMITE de CRISE" avec Vanhalle
- . organisateur de la tuerie du barrage de Bondé où furent assassinés Vianney et Mickael
- . organisateur de milices et distributeurs d'armes

. participation à des barrages fachos à QUEGA, POUM, GOMEN. A participé à l'assaut des barrages FLNKS de TEMALA.

Cet individu n'a qu'une obsession, le génocide du peuple kanak.

Et sur sa liste, nous trouvons, outre les harkis habituels, en 3ème de liste, le Pied-Noir de Koné Robert Saggio, ancien membre du SAC, association criminelle dissoute depuis la tuerie d'Auriol.

Il faut noter que le Front National ne présente pas de liste dans le Nord, car Galliot et Frouin sont amis intimes.

Les caldoches du Nord seront donc bien représentés par Frouin, mais les kanaks peuvent être gênés pour voter Frouin. C'est là qu'intervient Henri WETTA. En s'inscrivant sur la liste de Frouin, Wetta ne parviendrait pas forcément à faire voter pour les tueurs, exploiters, spolieurs. Voilà la raison pour laquelle il présente sa propre liste, faute de pouvoir amener des voix directement à Frouin, il essaye de lui amener des sièges.

Durant la guerre d'Algérie on nommait HARKIS, les Algériens qui collaboraient avec l'armée coloniale. H. WETTA signifie donc HARKI WETTA.

NEOERE, LE PEN, WETTA même combat.



"Ne dites pas à ma mère elle me croit in"

LE "FEODAL SOCIALISME"

Dans les nouvelles des 19 et 20 mars, le LKS a publié son «Projet de Société». Il a récidivé le 31 août en publiant une pleine page de publicité payante (et à quel prix ?) dans ce torchon bourgeois colonial, le média quotidien des fachos.

Une analyse objective du programme du LKS montre qu'il s'inscrit globalement dans le cadre des plans coloniaux et néo-coloniaux successifs depuis Messmer, Stirn, Dijoud (plan à long terme), Lemoine et même Pisani. Que Pisani dise publiquement «Je suis ici pour défendre les intérêts de la France», cela se comprend, mais Naisseline est-il ici pour défendre les intérêts de la France?

Le LKS ne fait aucune critique de l'actuel projet gouvernemental et ne mentionne qu'une fois, au détour d'une phrase, un contenu «Kanak et Socialiste» à l'indépendance. Nous sommes loin de la plate-forme commune du FI de juin 1979 ! D'ailleurs, dans les «Nouvelles le LKS prétend que lors de la création du FI, il était à l'origine du contenu socialiste de la plate-forme. C'EST FAUX ! ILS MENTENT ! EN JUIN 79, LE LKS N'EXISTAIT PAS. La même année à Témala, à l'issue d'un congrès du Paliká, ceux qui refusaient le contenu socialiste des orientations ont fait scission et constitué le LKS. Et lors de la rédaction de la plate-forme du FI, outre les représentants du PSC, ceux qui proposaient un contenu socialiste étaient Elie Poigune et Déwé Gorodey, toujours membres du Palika à notre connaissance. Après l'économie fiction, les coopératives fiction, la 3ème force fiction, le LKS donne dans l'histoire fiction !

REFORMISME et NEO-COLONIALISME

Voici quelques aspects du caractère réformiste et néo-colonial du projet LKS.

L'ANALYSE SOCIALE

1o/ Il est clair pour tous que la lutte de libération du peuple kanak se heurte à des intérêts impérialistes de la France (nickel, banques, transports etc...) et stratégiques (voies maritimes et bases militaires).

- d'autre part les intérêts de la bourgeoisie coloniale : mines, commerce, services etc...

Le plan du LKS ne fait AUCUNE ANALYSE SOCIALE de la domination coloniale dont il prétend sortir. Il en arrive donc à une banalité naïve du type «tout en affaire de respect mutuel et de recherche de solutions politiques acceptables par les deux parties». Le LKS fait comme le RPCR ou le gouvernement français, il laisse entendre que l'on peut concilier des intérêts contradictoires. Il réduit aussi le problème à une question de «rapports entre communautés». Mais il cache le fait qu'une grande partie de la communauté blanche a des intérêts de classe qui sont strictement contradictoires avec ceux du peuple kanak. Comment peut-on concilier ces intérêts ? Par quel miracle les exploités d'aujourd'hui vont-ils cesser demain d'exploiter les Kanak ?

A moins que ce ne soit en associant quelques kanak autant que possible LKS à cette exploitation ?

Quant à la partie de la communauté non kanak, les travailleurs, tous les exploités, qui ont les mêmes intérêts de classe que les Kanak, le LKS ne les prend absolument pas en considération puisqu'il ne fait aucune analyse sociale et laisse entière la domination des gros intérêts impérialistes coloniaux.

LES INTERETS DE CLASSE

2o/ Le LKS prétend que les intérêts de la France s'opposent aux intérêts de la bourgeoisie caldoche. C'est faux ! Cette opposition n'existe pas. Ce qui oppose Pisani au RPCR n'est qu'une divergence politique. Au lieu de parler aussi longuement de l'aliénation mentale des kanak pour laquelle le LKS ne fait de toute façon pas grand chose, le LKS devrait plutôt nous parler de ces intérêts bien matériels et bien concrets que défendent la haute bourgeoisie coloniale d'un côté et le gouvernement français de l'autre : Le LKS ne peut comprendre ces problèmes en parlant seulement en termes de «communauté» et de «groupes humains» et jamais en termes de classes sociales. Le monde colonial serait-il soudain à l'abri de la division de la Société en classes ?

Il est exact que le peuple kanak appartient dans son écrasante majorité à la classe des déshérités, des exploités, des travailleurs. Du fait de la domination étrangère, il se comporte en tant que peuple et ne connaît pas, pour le moment, de forte différenciation de cla-

se en son sein. Mais le camp d'en face n'est pas dirigé et contrôlé par un «groupe humain», il l'est par une bourgeoisie coloniale qui fera tout pour défendre les intérêts - Y COMPRIS APRES LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE !

INSTITUTIONS BOURGEOISES

3o/ Le LKS veut doter Kanaky d'institutions qui ne seront qu'une pâle copie des institutions bourgeoises classiques de l'Occident. Il ne lui vient pas à l'idée une seconde qu'une lutte de libération donne la parole au peuple (il est vrai que le LKS, au lieu de participer à la lutte, est l'allié objectif du RPCR). Puisque le peuple kanak s'organise de manière particulière, conformément à sa culture, son histoire, son besoin de démocratie ; il aspire à prolonger au-delà de l'indépendance ses structures populaires dans la formation de l'appareil d'Etat et dans les institutions. Pourquoi ne pas élire des représentants sur la base des comités de lutte ? Pourquoi ne pas garantir au peuple kanak le droit de s'organiser en permanence pour débattre et décider à tous les niveaux ? Le LKS nous propose un Etat de type bourgeois classique excluant la majorité de la population de tout pouvoir de gestion permanente alors que le peuple kanak veut un Etat, né de la lutte d'émancipation, qui prolonge et institutionnalise la prise de parole conquise par la population avant l'indépendance.

ECONOMIE SOCIALISTE-FICTION

4o/ Quand le LKS parle de planification, nationalisations, banque de développement etc... il ne fournit aucun contenu. Chacun sait que des pays à systèmes sociaux différents ont un secteur nationalisé et une planification, qu'ils soient capitalistes ou socialistes. Le LKS ne dit pas quelle ampleur aura la planification, sa fonction, ses agents, il ne dit pratiquement rien des importations et des exportations. Quelle valeur a sa planification ? Aucune, car le LKS n'indique AUCUNE ROUTE POUR L'AVENIR.

« que je suis au L.K.S., indépendantiste ! »

PROPOSITION FONCIERE ABER-

RANTE

50/ Il est évident qu'une indépendance Kanak Socialiste devra mobiliser le secteur rural de toute urgence, mobiliser les tribus et solutionner le problème foncier, développer l'agriculture kanak, élever le niveau de vie en brousse pour sortir Kanaky du sous-développement. On reconnaîtra une politique socialiste à ce qu'elle fera en Brousse. Et le programme du LKS prend exactement le chemin inverse en laissant (avec des baux) la domination d'une grosse agriculture capitaliste blanche. Le LKS ne remet pas en question les rapports de force entre l'agriculture capitaliste et celle des tribus. Le LKS propose de donner des terres «non habilitées» aux tribus, et nullement de récupérer les terres spoliées et accaparées par les colons.

DOMAINE SOCIAL, JUSTICE, DEFENSE, RELATIONS EXTERIEURES

60/ Le LKS, dans tous ces domaines, nous propose la KANAKY FRANCAISE avec les programmes de Chirac. Le Pen etc... Main'enir le système colonial dans la protection sociale, la justice coloniale pour une période probatoire de 3 ans (alors que les Kanak ont subi les «preuves» de cette justice pendant 132 ans), imposer LOME, confier la défense à la France ! Le plan LKS est plus pisaniste que Pisani, plus gouvernemental que le gouvernement !

CONCLUSION

Le projet du LKS est un cocktail de Lemoine, Pisani et Ukeiwé. Il est totalement néo-colonial et ne protège que les intérêts français. Ce que le LKS nous propose, c'est une indépendance style Côte-d'Ivoire ou Gabon.

Le LKS nous propose une organisation de la domination impérialiste en Kanaky, un système stable, ouvert, favorisant l'investissement étranger dans le pays. C'est-à-dire une nouvelle colonisation où les kanak resteront dépossédés avec pour toute perspective une extrême misère et une longue agonie (comme Haïti). Et il est totalement utopique de croire qu'un Etat néo-colonial puisse se reconquérir de l'intérieur autrement que par une révolution brutale avec de lourdes pertes en vies humaines. Voilà ce que nous prépare le LKS dans son alliance Naisseline - Ukeiwé - Fabius.

D'ailleurs, souvenons-nous des antécédents. Quand le LKS «animait» l'économie dans le gouvernement Tjibaou, il donnait par centaines de millions l'argent du contribuable à Transpêche, c'est-à-dire Lafleur et Morault.

Pendant que Naisseline feignait de dénoncer Ravel, Bailly faisait cadeau d'Aircal International à ce même Ravel. Le LKS ne veut pas du socialisme comme «idéologie venue d'ailleurs», mais il considère que le capitalisme n'est pas venu d'ailleurs, et qu'il n'est pas multi-

national. Comme Le Pen, ils nous proposeront le «capitalisme populaire».

Le LKS se présente avec «Halte à la Haine», comme champion de la non-violence. Eux aussi maintiendraient MANDELA en prison parce qu'il ne veut renoncer à la violence aussi longtemps que l'apartheid sévira. Le LKS nous prépare avec ses judokas et karatékas, des lendemains qui chanteront faux.

A Netché, le LKS a inventé le «Féodal-Socialisme», voilà où réside son originalité.

MAIS QUI DONC FINANCE LE L.K.S.?

A défaut de grandes idées rénovatrices, le LKS a accouché d'une grosse machinerie électorale en prévision du scrutin du 29 Septembre. Tout y passe, des grands placards publicitaires dans le journal progressiste "Les Nouvelles" jusqu'au dépliant électoral de couleur jaune distribué à des milliers d'exemplaires dans les boîtes postales, en passant par des bataillons de chasseurs de procurations qui disputent le trottoir aux évangélistes pentecôtistes, en attendant peut-être pour les prochains jours le groupe de marjorettes et les distributeurs de roses. Du côté des "légalistes" il semble qu'on ait décidé de mettre le paquet pour séduire l'électeur indécis afin de faire un bon score susceptible de rectifier la très mauvaise impression de parti-godillot du RPCR laissée après le scrutin du 18 Novembre 1984. Mais tout ce déballage de paperasses de propagande doit coûter tout de même pas mal d'argent et on peut se poser la question de savoir d'où vient l'argent et qui finance le LKS. Assurément pas les cotisants du parti, et on voit mal des "coopératives" boîtes se payer des pages entières des "Nouvelles" qui coûtent au bas mot près de 100.000Fr! Non, la source qui arrose le "parti de la non-violence" serait plutôt à chercher du côté des généreux donateurs, publics ou privés, qui pour des raisons diverses, cherchent par tous

les moyens à faire émerger un parti social-indépendantiste fort et attractif, relais des intérêts de la France. Parmi eux, à tout seigneur tout honneur, la Rue Oudinot et le Parti Socialiste dont les largesses vis à vis du LKS ne se comptent plus et dont ils ne se cachent d'ailleurs même plus. Au deuxième rang on trouve les O.N.G (organisations non-gouvernementales) et des organismes d'aides au développement, qui, sous couvert de financer des "projets" dont on ne voit jamais la matérialisation sur le terrain, injectent naïvement, avec la caution du Gouvernement français la plupart du temps, du fric dans les caisses du LKS. Citons pour exemple le C.C.F.D (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), le F.E.D (Fonds Européen de Développement), ou des organismes religieux internationaux de la mouvance protestante...

On vient d'apprendre que même le Consulat d'Australie aurait versé sa petite obole pour aider les coopératives du LKS. Tiens, tiens...

Ajoutons quelques capitalos de la place qui ne devraient pas trop se faire prier pour libeller quelques chèques dans l'anonymat pour contribution à l'édification d'une "société multiraciale" (ou par reconnaissance pour les ex-largesses fiscales-douanières de Bailly lorsque celui-ci était au Conseil de Gouvernement) et vous aurez une idée assez fidèle du "comité de parrainage" du LKS.

ELECTIONS

CANDIDATS

REGION NOUMEA

**- FRONT DE LIBERATION
NATIONALE KANAK ET SO-
CIALISTE (FLNKS)**
- SUD

Rock Pidjot
Emmanuel Tein
Gaston Belouma
Félix Gaïa
Kitchi Eatene
Célestin Koindredi
Johannes Fainicka
Léon Ahlek Xanatre
Roger Noraro
Sakopo Tautu
Rock Luc Wamytan
Yveline Ohlen ép. Carpin
Charles Pidjot
Gérald Cortot
Sylvain Alosio
Jean-Jacques Bourdinat
Petelo Holoia
Octave Togna
André Dechavassine
Jacqueline Lavelloa ép. Deteix
Jacques Violette
Hippolyte Jewine
Norbert Caffa

REGION NORD

**- FRONT DE LIBERATION
NATIONALE KANAK SOCIA-
LISTE (FLNKS)**
- NORD

ean-Marie Tjibaou
oland Braweao
ean Poitchily
ino Lepeu
ené Pomou
ustave Wang-Eou
ucien Belouma
douard Oumemua
lain Levant
aul Goromoto
eorges Whaap

QUE DIT L'ORDONNANCE SUR LES REGIONS ?

1/ LE FONCTIONNAIRE

Le chef-lieu de la région est fixé par le Haut Commissaire sur proposition du Conseil de région. Ce Conseil aura deux sessions ordinaires de deux mois. Les sessions extraordinaires ne peuvent dépasser un mois.

2/ LES COMPETENCES

Le Conseil de région adopte un projet régional d'aménagement et de développement économique, social et culturel. Il définit ses objectifs et ses programmes d'action dans le cadre de ses compétences. En ce qui concerne notamment l'enseignement, la région élabore la carte scolaire avec les communs. Elle est consultée sur les contrats passés avec l'enseignement privé. La région définit aussi un projet éducatif adapté aux spécificités et aux traditions régionales. La région détermine également les modalités locales d'application de la réforme foncière.

Dans tous ces domaines, des contrats peuvent être passés avec l'Etat.

3/ LES RESSOURCES

Les transferts de compétence du Territoire vers la région entraînera transferts des budgets. Une dotation générale de régionalisation est instituée. Mise en place également d'une dotation de péréquation pour corriger les inégalités entre les régions. Les patentes et la contribution foncière sont perçus par la région.

4/ LES MOYENS ADMINISTRATIFS

Une partie des services de l'Etat peut être transférée à la région. Des conventions peuvent déterminer une collaboration des autres services avec l'exécutif de la région. Le comptable de la région est un comptable du Trésor.

5/ LES COUTUMIERS

Un conseil consultatif coutumier sera mis en place. Sa désignation sera fonction des coutumes des différents pays. Le conseil est consulté pour tous ceux qui touchent à la terre, aux langues vernaculaires et aux cultures locales.

REGION CENTRE

**- FRONT DE LIBERATION
NATIONALE KANAK SOCIA-
LISTE (FLNKS)**
- CENTRE

Léopold Jorédie
Chenepa Boéwé
Adolphe Digoue
Francis Gnahou
Firmin Bouquet
François Burck
M. Françoise Machoro
Charles Moindou
Samuel Vandegou
Meureureu Gouin
Edmond Kawa

REGION LOYAUTE

**- FRONT DE LIBERATION
NATIONALE KANAK ET SO-
CIALISTE (FLNKS)**
- ILES LOYAUTE

Yeiwéné Yeiwéné
Yann Celené Uregei
Itragalo Watrone
Chanel Kapoeri
Djoubelly Wea
Emile Tahmumu
Hagë Cibone
Wacopo Hmana
Edouard Waneux

LA LOI DU SILENCE

Le 4ème anniversaire de la mort de Pierre DECLERCQ est une occasion pour faire le point sur l'état du dossier bloqué par l'appareil judiciaire colonial.

4 ans après, où en sommes-nous? Au même point que l'an dernier, et pas loin du point de départ: la lumière a-t-elle été faite? NON. Les assassins ont-ils été démasqués? NON. Le seront-ils jamais?

Il n'y a qu'un seul point sur lequel nous avons acquis une certitude absolue: c'est l'incapacité du système judiciaire colonial à faire éclater la vérité et à rendre une juste justice en ce pays lorsqu'il s'agit du peuple kanak. Le gouvernement socialiste a été totalement impuissant à modifier ce système qui reste bel et bien un outil efficace pour garantir le maintien des privilèges coloniaux basés sur le fric et le racisme. Que ce soient dans les affaires qui se sont succédées depuis le 18 Novembre, comme dans l'affaire Declercq, la justice rendue "au nom du Peuple Français" a procédé dans le même esprit méprisant du Peuple Kanak.

UNE ENQUETE SABOTEE

Aujourd'hui, il y a au moins un point sur lequel tout le monde est d'accord, du Procureur Bilbao au Ministre: l'enquête a été malmenée dès le départ, et nous, nous pensons qu'elle a même été délibérément sabotée.

Au lieu de quadriller le quartier, d'organiser immédiatement un certain nombre de perquisitions chez des détenteurs d'armes et des suspects connus, on a préféré attendre. Les gendarmes ont pris leur temps pour arriver, pour commencer par s'emparer illégalement des cahiers de notes personnelles de Pierre, par modifier les débris de la fenêtre...puis ils ont laissé filer une voiture qui partait tous feux éteints vers le lotissement Clairval...Le gratin judiciaire de Nouméa s'est réuni chez Pierre pour

enterrer, le soir même, définitivement cette affaire. Les premiers témoignages recueillis n'ont pas été jugés dignes d'être l'objet de procès-verbaux, comme s'il fallait laisser aux gens le temps de se concerter...de sorte qu'un an après, il a fallu recommencer à interroger des gens qui ne "se souvenaient plus"...

LE ROLE DOUTEUX DE LA DST

Et pourtant, le surlendemain, la DST, par téléphone, livrait un coupable à la police: Dominique CANON. Encore une affaire bien montée.

Premier acte, témoignage de CAPUANO, homme de la DST. Il avait eu mission d'infiltrer CANON et son réseau très cloisonné. Il le livrait à la justice avec un bon nombre de solides témoignages à l'appui. La DST est en cause. Son patron, BENE, refuse toute déposition. "Secret défense"!

Deuxième acte: le Comité Pierre DECLERCQ se mobilise. Chaque membre envoie une petite carte à MITTERAND pour qu'il fasse lever ce fameux "secret défense". Le Président écrit une réponse favorable. Mais c'est du bidon: interrogé, BENE se borne à déclarer qu'il n'y a "rien à dire". Les conditions d'enquête dans la DST sont telles que le juge renonce à aller plus loin: même s'il trouvait des pièces à convictions évidentes, il ne pourrait même pas les produire.

Troisième acte: apparaît BARTHELEMY, complice de CANON. Après avoir avoué et raconté sa complicité, spontanément par écrit, puis avoir dressé un plan particulièrement précis des lieux il se rétracte, une fois de plus. Et pourtant, tout au long de toutes ses dépositions, une constante: la présence d'une voiture avec antenne cibi.-..BEER, Honorine, BARBOUX, le Gendarme...4 autres personnes qui ont vu une voiture non identifiée...Qui a conduit qui? Qui surveillait qui? Et pourtant, nous avons bien, nous,

trouvé un jour, trace d'une R18 break avec cibi...

Quatrième acte: CAPUANO est de retour, menottes aux mains. Favier, obscur témoin, arrivé peu avant l'assassinat, déclare qu'il a fait un faux témoignage sur demande de CAPUANO. Ce dernier affirme avoir sollicité Favier; il est condamné pour "subornation de témoin" à 2 mois de prison.

Rideau. CAPUANO a fait son numéro; il a trouvé le truc pour s'en sortir à bon compte: 2 mois de prison. Exit la DST. ON n'a plus besoin de son homme, donc plus besoin de chercher ce qui s'y est passé...Il était temps, car maintenant qu'on commence à connaître les manœuvres de la DGSE, on peut s'interroger sur les méthodes et moyens de ces services de police...où tout le monde est bien couvert...

RESULTAT: LA VERITE TORPILLEE

On peut féliciter le Procureur BILBAO qui a bien su faire mener l'enquête à travers 4 juges successeurs. Il a obtenu ce qu'on attendait de lui: l'enquête est torpillée. Grace au temps qui passe, il est plus que probable que la lumière ne pourra pas être faite.

4 ans après, les faits sont là. Qui a couvert qui? Pourquoi? Il y a bien deux suspects, un faisceau de présomptions. Mais tout a été fait pour qu'ils ne parlent pas et ne paient pas trop cher, pour que ceux qui ont tiré les ficelles soient épargnés.

Une conclusion s'impose, l'appareil colonial est puissant, il a parfaitement joué le rôle pour lequel il a été mis en place tel qu'il est, avec toute la part de comédie nécessaire.

Loin de nous décourager, cette constatation doit nous déterminer à reprendre notre lutte ensemble, avec l'imagination et la détermination nécessaires pour vaincre l'oppression judiciaire coloniale.

LES VERITES DE SUZANNE

Les "Nouvelles" ont publié dans leur numéro du 4/09/85 un article intitulé "les mensonges de Suzanne OUNEI" dans lequel l'auteur s'efforce de démolir, à coups de citations soigneusement choisies, le travail d'information que Suzanne a mené tout au long de son séjour en AOTEAROA (Nouvelle-Zélande), au travers de dizaines de réunions et de meetings publics organisés souvent conjointement, par les comités de soutien, les syndicats, les organisations d'extrême-gauche, les mouvements antinucléaires ou les organisations maories, bref toute cette énorme mouvance qui en Nouvelle Zélande se bat pour la solidarité avec le Peuple Kanak. Les déclarations faites par Suzanne ont été condensées dans une petite brochure verte publiée par "CORSO" qu'il diffuse dans tout le Pacifique.

L'ennui, c'est qu'à la lecture de ces citations, on ne voit pas très bien ce qu'il y a de mensonger dans les déclarations de Suzanne OUNEI. On a beau cherché, on n'arrive pas à trouver la moindre ligne qui relèverait de la falsification historique ou du raccourci gauchiste. Bien au contraire, rien dans ce qu'a dit Suzanne n'est à rectifier et chaque militant du FLNKS serait prêt à contresigner ce qu'affirme avec force notre camarade. Mais bien plus, sur certains chapitres, Suzanne est en deçà de la vérité, notamment dans sa description de la police.

Les "Nouvelles" n'ont pas le courage d'assumer toutes seules ce sale boulot de fossoyeurs de l'histoire et croient pouvoir trouver dans le FLNKS des indépendantistes qui seraient prêts à dénoncer ces prétendues "exagérations". Ventrillon devrait cesser de nous faire un "transfert" de ses complexes : à la différence des descendants de bagnards, les kanaks n'ont aucune raison d'avoir honte de leur propre histoire.

Suzanne est en-deçà de la vérité lorsqu'elle affirme que "dans les décades qui ont suivi la prise de possession du Territoire par la France, un système d'apartheid a été introduit". Car si l'on admet qu'il existe des degrés dans l'échelle de l'horreur et de la barbarie, on est obligé d'admettre du même coup qu'à coté du système esclavagiste, "infra-humain" qu'ont subi les kanaks de 1878, après l'insurrection armée, jusqu'en 1946, date de l'abolition du régime de l'Indigénat, on peut considérer, toutes proportions gardées, que le régime d'apartheid des racistes blancs d'Afrique du Sud est encore un système "civilisé". Parqués dans des réserves (elles n'ont été "légalisées" qu'au début de ce siècle mais dans les faits elles existaient bien avant), astreints aux travaux forcés pour l'Administration, les colons et les mineurs (et ils viennent nous dire "qu'ils" ont mis

en valeur ce pays !), interdits de circuler librement dans leur propre pays, contraints à l'impôt de capitation, vivant dans la misère la plus noire et totalement dépourvus de couverture médicale et sanitaire, les kanaks ont été traités comme du bétail pendant plus d'un demi siècle, comme, selon l'expression d'un ethnologue, des "mi-hommes, mi-bêtes".

Les caldoches et les blancs en général n'aiment pas beaucoup qu'on leur rappelle ces moments peu glorieux de "leur" histoire et préféreraient occulter cette période sombre de la colonisation où leurs ancêtres, rejetés comme des déchets par l'Occident, se sont comportés comme des nazis envers le peuple kanak, au nom de Dieu, de la Civilisation et du Profit..

Ni Suzanne Ouneï, ni aucun d'entre nous, ni même aucun historien ne trouveront jamais les mots assez forts pour fustiger les crimes qui

furent commis et qui sont toujours commis contre le peuple kanak. Et combien même la France a-t-elle par la suite commencé à "payer" sa dette morale en construisant des routes, des hôpitaux, en "éduquant", que ces réalisations, de toute façon nécessaires à une bonne productivité des kanaks lancés sur le marché du travail capitaliste, ne la rachèteront jamais de toutes ces têtes coupées, de ces milliers de gosses mutilés, de toutes nos grand-mères violées, de toute notre culture, notre "être", anéanties, rayés du monde, de l'Histoire. Leur hypocrite reconversion aux discours humanistes et fraternalistes ne suffit pas à absoudre les caldoches d'aujourd'hui des crimes de leurs ancêtres et nous impressionnent encore moins. Nous leur dénonçons le droit de se proclamer "innocents" des erreurs de leurs grand-parents, tant qu'ils continueront de défendre becs et ongles l'héritage de ce pourquoi leurs aïeux ont tant massacrés les kanaks.

Quand Suzanne Ouneï prétend que les blancs pouvaient tuer les kanaks qui traînaient la nuit à Nouméa après une certaine heure, C'EST VRAI !! Jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, les kanaks n'avaient pas le droit d'habiter dans Nouméa "intra-muros" et étaient cantonnés à la périphérie de la ville. Ils pouvaient circuler dans Nouméa pendant la journée, mais dès que le soir tombait, on leur signifiait par un coup de canon qu'il leur fallait sortir de la ville blanche pour rejoindre leurs cantonnements ! En 1985, combien de petits blancs qu'on habille de tee-shirts "TOUCHE PAS A MON ILE" le savent, ça ?

Tout ce quelle raconte sur le drame de KOINDE-QUIPOINT, sur les tabassages dans l'Eglise, sur les enchaînements du Haussariat est vrai, confirmé par de multiples témoignages dont les médias coloni-

OUNEI

aux n'ont jamais tenu compte, préférant reproduire la version des gendarmes et occultant totalement les causes de ce drame. Car pour les "Nouvelles" la thèse de l'exaspération est toujours à sens unique.

Elle a encore raison de dire qu'à tout prendre, nous aurions préféré voir débarquer en Kanaky des réfugiés du CHILI ou des camps palestiniens de SABRA et CHATILLAH plutôt que ces déchets et ces traîtres venus du Vietnam, d'Algérie ou des Nouvelles Hébrides. Sur le chapitre des mœurs, en ces temps bénis de la colonisation, les "Nouvelles" étalent leur ignorance crasse : le journaliste n'en croit pas ses oreilles que des jeunes femmes kanakes de 15 ans aient pu abandonner leurs enfants dans la brousse, en ces temps où les religieuses et les missionnaires imposaient une morale intégriste et totalitaire concernant le domaine de la sexualité, interdisant entre autre aux jeunes filles tout recours aux méthodes traditionnelles de contraception et vouant aux enfers les "filles-mères".

Enfin, il faut avoir du cran pour ne pas admettre, comme Suzanne, que les policiers ne sont qu'un ramassis de fascistes et de racistes. Pour cela, il est vrai, il faudrait qu'ils aient la peau un peu plus foncée et le faciès un peu plus "suspect".

En fait, ce qu'on pourrait juste reprocher à Suzanne, c'est qu'elle n'en dise pas plus dans ses meetings sur ce cancer qui ronge la Nouvelle-Calédonie : nous voulons parler des "Nouvelles". Mais le ferait-elle qu'elle ne trouverait pas beaucoup de gens pour la croire, car dans ces pays qui se distinguent entre autre par la qualité de leur presse, il est inconcevable qu'un tel monument de médiocrité, de bêtise et de mauvais goût comme les "Nouvelles" puisse exister.

Près de cinq cents établissements scolaires métis sont fermés dans la province du Cap

Le gouvernement sud-africain a annoncé, vendredi 6 septembre, la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de près de cinq cents établissements scolaires métis — primaires et secondaires — dans la province du Cap, en raison des troubles. La raison officielle de cette mesure est que le ministère de l'éducation « ne pouvait malheureusement plus garantir la sécurité personnelle des élèves et des lycéens ».

Très nombreuse dans la région du Cap, la communauté métisse sud-africaine a été gagnée, ces derniers jours, par la violence. De jeunes métis ont notamment attaqué des quartiers résidentiels blancs de la périphérie du Cap.

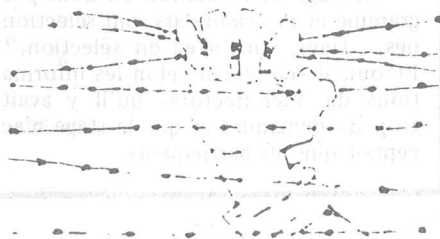
Phénomène inquiétant, bien que prévisible, ces événements ont suscité une augmentation spectaculaire des ventes d'armes aux particuliers dans la région du Cap.

Les fusils sont au moins aussi recherchés que les armes de poing, et certains calibres sont épuisés.

Depuis quelques jours, des informations font état de Blancs tirant sur des Noirs ou des métis pour se défendre. Il y a une semaine, des habitants de la banlieue métisse d'Athlone, théâtre de violences importantes, ont déclaré qu'une Mercedes blanche avait « patrouillé » dans les rues, tandis que ses occupants tiraient des coups de feu sur les résidents.

Dans une autre banlieue métisse, Belleville-Sud, le chauffeur d'une voiture a tiré à coups de fusil sur des métis qui lui lançaient des pierres. La police a confirmé qu'un homme et une femme avaient été blessés. Dans cette même banlieue, selon des témoins, un homme a également tiré avec un pistolet sur des enfants métis qui lançaient des pierres sur sa voiture.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, et le ministre de la défense, le général Magnus Malan, ont visité la région du Cap et discuté avec les commandants des forces de sécurité sur le terrain, alors que l'on parle toujours d'une possible extension aux cités du Cap de l'état d'urgence en vigueur depuis huit semaines à Johannesburg et Port-Elizabeth.



Des banques américaines suspendent leurs crédits à court terme

Plusieurs grandes banques américaines ont suspendu les lignes de crédit à court terme destinées à couvrir des opérations commerciales avec l'Afrique du Sud après l'annonce par Pretoria d'un moratoire de quatre mois sur le remboursement de sa dette, indique la presse américaine.

Selon le *New-York Times* et le *Washington Post*, qui citent des sources bancaires américaines, la suspension de ces crédits risque de perturber les relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique du Sud, et de faire beaucoup de tort à l'économie de ce pays, déjà en difficulté.

Ces sources bancaires ont précisé que l'arrêt des crédits s'appliquait aux importateurs sud-africains cherchant un financement à court terme pour l'achat de produits américains.

On ajoute que cette décision est une « réponse compréhensible » à la déclaration unilatérale faite dimanche 1^{er} septembre par l'Afrique du Sud sur l'interruption du remboursement du principal de 12 millions de dollars de dettes à court terme qui arriveront à échéance dans les quatre prochains mois.

« Aucune banque américaine ne s'engage plus sans obtenir une garantie du gouvernement de la Banque centrale assurant qu'il honorera les lettres de crédit (1) », précise le *Washington Post*, citant un banquier.

Le gouverneur de la Banque centrale d'Afrique du Sud, M. Gerhard de Kock, a lancé un appel passionné aux créanciers du pays, leur demandant de ne pas refuser de nouveaux prêts et investissements, rapporte le *Financial Times* du samedi 7 septembre.

Pour sa part, un des principaux responsables du ministère des finances du pays a annoncé qu'il était peu probable que l'Afrique du Sud puisse reprendre les paiements de sa dette, au 31 décembre, date initialement prévue. « Nous aurions bien aimé lever les restrictions à cette date, mais il nous faut être réalistes », a déclaré M. Chris Stals, le nouveau directeur général des finances.

(1) Les sociétés sud-africaines obtiennent ordinairement des lettres de crédit auprès des banques américaines pour acheter aux États-Unis.

Païta, le 28. 08. 85.

Cher BWENANDO,

Bonjour et longue vie à toi, moyen d'expression du peuple kanak. Cette lettre t'est dédiée pour te présenter quelques problèmes auxquels se heurtent les jeunes kanaks scolarisés dans la région de Païta et touchant au but de tant d'années de scolarisation (BAC). Particulièrement, 3 jeunes kanaks des régions centres de Kanaky.

Suite aux divers appels du FLNKS découlant du 18 novembre 84, du 8 et 9 mai 85, une centaine d'élèves kanaks ont observé deux jours de grève après l'assassinat de Célestin ZONGO. Un comité avait été mis en place au niveau du groupe pour assumer toutes les responsabilités. Cependant, le directeur, dans l'attente du second trimestre et feignant de nier l'existence du comité, s'attaque aux membres du groupe individuellement. En prenant comme excuse, "pour assurer l'ambiance de travail au niveau scolaire", il se lance à une purge du collège. But : éliminer tous les élèves susceptibles de "perturber" l'année scolaire. On assiste alors, dès la première semaine du second trimestre, à l'exclusion temporaire de 3 jeunes kanaks. Simultanément, quelques bruits se font entendre de "bouche à oreille" au niveau du collège sur de même directeur de mes deux ... qui ose prendre à lui seul des décisions, sans tenir compte de l'avis des éducateurs et membres de la direction, pour assurer son autorité toujours croissante sur les élèves.

Celui-ci décide donc d'imprimer un règlement qui doit normalement tenir compte de l'avis de tous les professeurs.

Seulement, voilà ! Sachez, chers lecteurs de Bwenando, que ce zélé serviteur du système colonial n'a fait que contacter une quinzaine de professeurs et, sur ces quinze là, il n'a pas pu obtenir un nombre de voix favorables à la promulgation de son règlement et, pourtant, son règlement est apparu sur les pages du collège deux jours après.

Contenu du règlement : "interdiction de porter des tricotés comportants des inscriptions (Kanak ...), et toutes sortes de vestes susceptibles de nous transformer en révolutionnaires". Quoi de plus

juste de porter un tricot Kanaky en Kanaky. Il y a bien des wallisiens qui se permettent de porter des tricotés "Wallis" en Kanaky et tout semble être en règle.

La dernière semaine du second trimestre arrive et on s'aperçoit de l'exclusion définitive d'un jeune kanak, à une dizaine de semaines du BAC, suivie de la convocation des trois autres cités précédemment à se présenter devant le Conseil de discipline. Quel désastre ! Plusieurs idées restent cependant certaines :

. Ce directeur d'école est en train de nous dévoiler sa position politique, malgré qu'il soit le premier à crier dans tous les coins de la cour "La politique reste en dehors du collège !". Je tiens à lui rappeler que "rien ne sert de repousser du pied la barque qui

nous as permis de traverser le torrent tumultueux".

. Ce même directeur, produit de la colonisation, veut absolument empêcher les jeunes kanaks d'avoir leur chance eux-aussi. Il devrait tout de même se rappeler qu'"on peut tuer le révolutionnaire, mais pas la révolution" et je tiens aussi à ajouter que "tous ceux qui défavorisent une révolution pacifique rendent inévitable une révolution sanglante".

J'espère pour ce directeur, qui s'emploie à favoriser l'emprise du système colonial, qu'il comprendra cet avertissement et qu'il sera le premier à partir lorsque l'indépendance nous sera accordée.

Signé : un jeune kanak qui n'a fait que présenter la réalité masquée, ou diffusé sous un faux nom Mister JOEYS.

ENSEIGNEMENT : DE QUI SE MOQUE T-ON ?

Le mot d'ordre de boycott de la rentrée scolaire en mars 1985 par le FLNKS et la création des Ecoles Populaires Kanakes ont mis le gouvernement français dans l'embarras. Le Président de la République avait déclaré le 16 décembre 1984 sur TF1 : "Je n'accepte pas la situation faite aux minorités en Nouvelle-Calédonie..." Ce rappel au droit à la différence... et rien d'autre, obligeait le Ministre de l'Enseignement à faire quelque chose pour... la minorité kanak. Aux vues des trop nombreux échecs scolaires dans l'école coloniale, des mesures d'adaptation s'imposaient, c'est le moins qu'on puisse dire. Et puis surtout il s'agissait de désamorcer au plus vite l'effet des EPK sur la population kanak.

Les grands stratèges de la «Julesferysation» s'engageront donc - avec prudence - dans les mesures d'adaptation. Soyons rassurés cependant, rien de bien révolutionnaire ne risque de sortir des réunions de nos «maîtres à penser». Il fut en effet décidé de développer l'enseignement du français comme langue seconde (c'est déjà une amélioration). La méthode CREDIF (Centre de Recherche et de Diffusion de la Langue Française) fut retenue. Il s'agit d'une technique d'enseignement faisant largement appel à l'audiovisuel qui est paraît-il très performante. Mais voilà, pour appliquer cette méthode, il faut préalablement apprendre aux enseignants à l'utiliser.

Un stage de formation est donc programmé et des candidats sont sélectionnés... Tiens, vous avez dit sélection ? Et oui, il semblerait selon les informations du Vice-Rectorat qu'il y avait trop de demandes et que le stage n'acceptait que 80 participants.

On aurait pu logiquement penser que les enseignants kanaks du Primaire et du Secondaire étaient particulièrement concernés par ce stage puisque le gouvernement ne cesse de répéter que l'indépendance, ça se prépare, qu'il faut des cadres... blablabla... Hélas ! Chacun sait qu'entre les discours et l'application, il y a un profond décalage.

Ainsi la très large majorité des participants sont-ils des profs métros de l'enseignement public, avant tout motivés plus par leur avenir que par celui des gosses kanaks.

Il est révélateur de constater que certains quittent le Territoire dans quelques mois et qu'ils participent au Stage CREDIF afin d'avoir davantage de chances d'aller cumuler les privilèges (primes, voyages...). Dans le cadre de la coopération, en Afrique francophone par exemple.

Encore significatif de l'absence totale de motivation en ce qui concerne le souci de donner un meilleur enseignement aux enfants kanaks, les réponses de quelques participants lors du tour de table de présentation : «Bof, euh, moi j'avoue que je suis venu là par curiosité ! !» Alors de qui se moque-t-on ?

Visiblement, le gouvernement veut se donner bonne conscience et faire croire au peuple kanak que maintenant les choses changent...

Alors pourquoi aussi peu de kanaks dans le Stage CREDIF ? De la même manière, pourquoi aussi peu de kanaks dans le Centre Territorial de Préparation à l'Administration ? Pourquoi toujours ces demi-mesures, ces faux-semblants, ces «changements» à doses homéopathiques, sinon en raison d'une volonté délibérée de se hâter... lentement ?



Hommage à Machoro

*« S'il arrive au peuple, un jour, de vouloir vivre,
Il faudra bien que le destin réponde,
Il faudra bien que s'ouvre la nuit,
Il faudra bien que cèdent les chaînes. »*

*Et je m'habille d'espoir, et me dépouille de prudence.
Je ne crains la rigueur des sentiers,
Ni le feu le plus altier ».*

Extrait de « Vouloir vivre » de
A. Chebbi, poète tunisien.

Sur ta tombe, Eloi,
Sur ta tombe, si l'autorisation m'était donnée,
J'aurais gravé ces mots :
« Eloi Machoro,
supprimé pour que triomphe l'Humanisme
expédié pour que chante la Liberté
assassiné pour que vive la
Kanak ».

Ces mots, Eloi, étaient ton Idéal, ta Grandeur.
Ces mots, ami, frère inconnu des colonies,
Sont pour te dire que ton exécution,
Loin de marquer la fin d'un rebelle,
Est la signature, en encre de
Sang éjaculé par une plaie en séton,
D'un attentat,
D'un crime envers le peuple kanak.
Geste odieux, réponse facile d'un colonialisme
viscéral,
Rongé par la maladie de Garnier,
Dont se gargarise la France de l'opulence ;
Honteuse forfaiture, pour la France.

Pleurent, dans les sentiers étroits,
Les hommes de ton peuple,
Pleurent ceux qui ont semé la blanche giroflée,
Son message, feuille emportée par le vent, n'a été
perçu
Que par des jardiniers sourds.
Lorsque soufflent les nocturnes terreurs
Qui font se taire kagous et notous,
Roses se fâner,
Et tonner canons, fusils ou mitrailles,
Ta mort, Ami, est celle d'un Homme,
Et, plus que tout autre, tu savais combien nos îles ont
soif
D'hommes qui sont Hommes, et c'est pour cela que
ta chute est un Symbole.
Pour la Kanaky,
Tu étais fougère insultante du blanc linceul de l'hiver,
Dont le poing se dressait à la face du fade soleil ;
Et ton corps froid est maintenant comme
Les rouges giroflées.
Comme sur le sol meuble, encore tiède de ton
tombeau,
Rouges sont les baies de l'alkékenge, et que en éclat
Volent leurs prisons,
Tu es balsamine,
— Noli me tangere —
De la Liberté,
Dont les capsules promptement ouvertes au choc du
moindre contact
Livrent, déferlantes et feutrées sur le sol, les graines.
Alors...
Alors, à nouveau, tu entends crier les kagous et les
notous.

J. Posé, les Mureaux
13 janvier 1985

Septembre 85

Cité Pierre Lenquête

L'U.S.T.K.E. EN FETE

